

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Le sabotage du front d'Aragon

Front de Huesca, juillet 1937.

L'heure est venue de parler clairement. Elle était venue depuis longtemps en réalité mais la situation du front d'Aragon est maintenant si grave, si angoissante quand on la connaît de près, que le devoir de dénoncer les faits que je vais raconter s'impose par-dessus tout.

Comme on le sait, le front d'Aragon a été établi par les forces de la C.N.T. et de la F.A.I. Quand les fascistes se soulevèrent, ils trouvèrent devant eux les forces populaires. Ce sont ces forces, de toutes tendances, à Madrid, surtout révolutionnaires et anarchistes à Barcelone, qui les ont détroués. Ce sont ces mêmes forces qui les ont battus dans des centaines de villages et de villes. Le gouvernement « démocrate » et républicain, qui avait laissé préparer le complot dans l'Etat-Major, démontre la plus complète des inepties pour faire face à l'armée et à la garde civile. Sans la poussée enthousiaste des classes populaires, sans leur course précipitée au Guadarrama et la muraille vivante qu'elles opposèrent aux forces de Mola, celui-ci aurait pris Madrid dès les premiers moments. Sans les colonnes formées par la F.A.I. et la C.N.T., sans les chefs improvisés comme Durruti, sans l'action des groupes, des bandes de combattants qui se formèrent dans tout l'Aragon, le fascisme serait depuis longtemps maître de toute l'Espagne.

Franco et ses acolytes ne s'attendaient pas à cela. Beaucoup de républicains, de soi-disant démocrates et de libéraux qui font maintenant figures d'antifascistes, ne s'y attendaient pas non plus. (Suite en 3^e page.)

La comédie de Londres continue et le prolétariat reste muet...

Jamais farce aussi grossière, aussi ignoble n'aura été jouée dans l'histoire des peuples, que celle qui se déroule au comité de non-intervention de Londres. Véritable maquignonnage dont le sous-sol espagnol est l'enjeu. Les représentants des différents impérialismes ne prennent même plus la peine de masquer leurs pensées. Devant leur vide de sens, les mots : *liberté, démocratie ou péril rouge* sont de moins en moins employés. Il s'agit simplement des mines de fer, de cuivre, de mercure, de plomb. Pour les impérialismes, la question est simple. A qui appartiendront ces mines après la guerre civile ? Ils se disputent la peau de l'ours.

Ils ne sont d'accord que sur un point : déterminer la défaite du prolétariat espagnol.

Depuis le début des événements, l'Angleterre est prononcée pour Franco. Elle manœuvre constamment pour le favoriser. Son attitude s'explique aisément lorsque l'on sait que la plus grande partie du sous-sol espagnol est la propriété des banquiers de la Cité. Et le parti communiste peut tromper le prolétariat français en disant que le peuple espagnol se bat pour le droit à la propriété individuelle, les financiers anglais ne sont pas dupes. Ils savent que 80 % des forces armées antifascistes sont des travailleurs de l'U.G.T. et de la C.N.T., qui, ensemble collectivisent les terres, contrôlent les usines collectivisées, et qui la guerre finie conserveront leurs armes pour sauvegarder et étendre leurs conquêtes du 19 juillet. Dans ces condi-

tions le gouvernement de Valence n'offre que des garanties insuffisantes de sécurité pour les capitaux étrangers investis en Espagne. De ce fait il est abandonné, condamné par tous les Etats démocratiques ou fascistes.

La discussion de Londres n'a pas pour but d'assurer la victoire d'un des deux partis en présence en Espagne, elle a pour but d'assurer, ou de sauvegarder les intérêts des différents impérialismes. L'Angleterre, la France demandent le retrait des « volontaires » afin de soutenir Franco à l'influence de Mussolini et d'Hitler, ce qui permettrait la fameuse médiation tant désirée par les démocraties. Pour l'obtenir on fait peser la menace de l'ouverture de la frontière française. L'Italie et l'Allemagne savent très bien que le libre achat des armes qui permettait aux gouvernementaux d'armer rapidement deux ou trois cent mille hommes, leur donne la victoire très rapidement.

Chantage non suivi d'effets et qui n'a d'autre objet que de favoriser Franco.

De leur côté l'Allemagne et l'Italie tentent de gagner du temps, de prolonger les discussions sur le contrôle de la non-intervention tout en continuant d'aider Franco. Permettre la victoire de leur poulain en dehors de l'Angleterre et de faire ainsi main basse sur le sous-sol espagnol et occupation de la position stratégique qui représente la péninsule Ibérique, en prévision de la guerre de demain.

Toute la question est là, Londres est le champ

le bataille diplomatique des rivalités impérialistes, qui risquent de se terminer par une guerre mondiale. Depuis un an que l'on nous fait le chantage à la guerre, nous constatons que la politique dite de paix nous conduit droit à la guerre générale.

Pendant que les impérialismes font leur jeu, la classe ouvrière reste muette. Il est temps que cette situation prenne fin. Les Etats capitalistes se sont prononcés. Aux travailleurs de se prononcer à leur tour. Leur solidarité doit s'affirmer nettement pour l'Espagne ouvrière. Il ne s'agit pas seulement d'apporter quelques secours aux combattants antifascistes, il faut mener une campagne vigoureuse dans le pays, pour que prenne fin la comédie de la non-intervention.

On a souvent dit que la lutte des travailleurs espagnols était notre propre lutte. Cela est vrai. Pour notre propre liberté nous devons assurer leur victoire. Pour cela il est indispensable que nos camarades puissent acheter librement les armes dont ils ont besoin pour vaincre.

C'est cette action que nous devons mener, et que l'on ne vienne plus nous faire le chantage à la guerre. La politique de la non-intervention qui dresse les impérialismes face à face, mène aussi sûrement à la guerre. La victoire ouvrière en Espagne qui aura ses répercussions dans le monde est la sauvegarde de la paix.



P.P.F. crèvera !

La devise du P.P.F. c'est, comme chacun sait, « Doriot vaincra ! ». Nous répondons, nous : P.P.F. crèvera !

Nous allons nous efforcer aujourd'hui de le démontrer et de rechercher les tares fondamentales, sans oublier cependant de mettre le lecteur en garde contre les dangers que représente le Parti (qu'ils disent) Populaire français.

Ce parti fondé récemment, est né d'une confusion flagrante de son chef, Jacques Doriot qui, on l'a senti peu après son exclusion de la S.F.I.C. cherchait sa voie pour faire triompher une ambition débordante.

Son passé, ses méthodes mêmes au sein du Parti communiste auraient dû mettre en garde ses collègues du Comité Central. Nous ne savons si c'est une ambition égale à celle de l'ex-secrétaire général du P.C., ou bien une complicité non avouée, ou simplement la peur de perdre leur place, qui a incité les différents responsables de la section française de la III^e Internationale à faire silence sur les agissements de Doriot.

En tout cas que les communistes ne viennent pas nous dire que son maintien et l'absence de contrôle sur sa personne étaient dues à ce que d'autres militants responsables étaient en prison. Qu'ils ne prennent pas plus ce prétexte pour nous affirmer que c'est la raison essentielle qui fit à ce moment ils menaient une lutte opérationnelle, ces deux faits sont en effet contradictoires, car ce n'est pas Doriot qui fit la propagande antifasciste qui amena les militants communistes à la Santé.

(Voir la suite en 4^e page)

Fascisme "Maison"

Le colonel comte de La Rocque, épouvantail fasciste, n'était donc, sous le regard de Tardieu et de Laval, qu'un palpeur de fonds secrets, qu'un agent du ministère de l'Intérieur.

Le silence puis les explications, aussi entortillées que confidentielles, que ce héros de la propriété opposa aux révélations de Tardieu dans *Choc*, l'organe du colonel Guillotin, le démontrent autant que faire se peut.

A vrai dire, la nouvelle — à présent officielle — ne saurait surprendre ceux qui sont au fait de la politique intérieure française de la droite et qui en suivent le déroulement misérable sans être dupes de la démagogie de droite et de la démagogie de gauche qui en recouvrent les inavouables réalités.

Sans parler des vantardises et des dérobades du « colon », lesquelles n'avaient vraiment qu'un bien lointain rapport avec l'efficace violence mise en œuvre par Mussolini et Hitler bien longtemps avant qu'ils ne prissent le pouvoir, la fameuse séance de la Chambre qui, il y a deux hivers, vit s'embrasser sous les bénédictrices de M. Thorez, le bouillant Ybarra et le sage Blum, avait éclairé les rares individus qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

Le baiser Lamourette, l'Union Sacrée parlementaire, consommés alors par le leader Croix de Feu (dûment mandaté par La Rocque), le leader S.F.I.O. et le leader « communiste », sous les yeux — humides de quel patriote émoi ! — de tout ce que la III^e République compte de vieux chevaux de retour, avaient levé les derniers doutes.

Devant le péril extérieur, devant l'étranger qui nous guette, devant le fascisme fauteur de guerre, les Français de toutes les paroisses se retrouvaient déjà pour s'unir, s'unir, s'unir.

Notre pays que nous aimons pouvait déjà compter sur tous ses enfants.

Pourtant, le *Populaire* et *l'Humanité* qui mènent étourdiment grand tapage sur la déconfiture morale du colonel, ont tort de détruire.

Non pas tant parce qu'en matière de fonds secrets le *Populaire* et — doublement — *l'Humanité* sont offrées ; non pas tant parce que ces fonds secrets, les chers gouvernements de Front Populaire en ont peu conservé l'usage et que les socialistes et les communistes les votent à l'envers, sans parler de leurs ceux qui en tâtent, de la gauche à l'extrême-gauche.

Mais pour des raisons bien plus graves.

Voilà trois ans, en effet, que le fascisme (le péril fasciste, la lutte antifasciste), sort de tarte à la crème, d'abracadabra, de slogan au Front Populaire.

Voilà trois ans que le prolétariat, le peuple, les démocrates et les républicains pourfendent le monstre, dressent contre lui le poing — ce poing armé du bulletin de vote — en masses défilent, chantent l'*Internationale* et la *Marseillaise*, jurent et s'excitent fraternellement.

Voilà trois ans que le colonel-comte, promu tragiquement ennemi numéro 1, incarne, pour des millions de pauvres bougres, le péril essentiel, le diable terrassé par le Saint-Georges démocratique et toujours renaissez, bref la raison d'être du Sublime Front Populaire.

Et, patatras ! Voici que l'on découvre que ce fléau, cette peste, cet exterminateur de toutes les libertés n'est qu'un fripon comme

DIMANCHE 22 AOUT
Grande Fête champêtre
du « Libertaire »
à Garches
au lieu dit
LES QUATRE-CEDRES
Que tous nos amis réservent leur
journée.

L'église et l'armée

Les événements se suivent avec une telle rapidité, qu'il faut se résigner à passer les uns sous silence et à ajourner l'examen des autres.

On voudra bien m'excuser si je parle avec quelque retard du voyage d'un certain Cardinal Pacelli, envoyé en France par le Saint-Siège, pour présider les fêtes d'inauguration de la basilique de Lisieux, en qualité de légat du Pape.

C'est comme tel que le nommé Pacelli a été reçu, à Paris d'abord, à Lisieux ensuite, « avec tous les honneurs : civils et militaires, dus aux Souverains ».

Je ne m'attarde pas à la description des pompes et cérémonies, des parades et solennités, et des congratulations sur commandement et des plates courtoisies que comporte la mise en mouvement de ce que, en langage diplomatique, on entend par « les honneurs dus aux Souverains ».

Je dirai simplement qu'il est difficile d'imaginer quelque chose qui, pour avoir la prétention de conjurer le faste et l'éclat, n'en a pas moins été d'un grotesque et d'un ridicule achevé.

Il va de soi que, pour donner à cet apparat *laïco-religieux* tout le lustre désirable et possible, les fanfares militaires, au cours de ces fêtes officielles, ont alterné avec le plain-chant, et la *Marseillaise* avec les pieux cantiques. Il va de soi que les galons et les étoiles, les crachats et les médailles des plus hauts dignitaires de l'Armée se sont mariés à l'éteignement des oripeaux d'or et d'argent dont s'affublent les principes de l'Eglise. Il va de soi que chaque fois que le Goupillon s'élevait au-dessus de la foule prostrée, les sabres et les épées saluaient : intention touchante et significative de la Force spirituelle et de la Force matérielle, étroitement associées, l'une dans le but de pousser les malheureux à la soumission résignée, et l'autre dans le but de réprimer par le massacre, toute tentation de révolte.

Il va de soi que, pour donner à cet apparat *laïco-religieux* tout le lustre désirable et possible, les fanfares militaires, au cours de ces fêtes officielles, ont alterné avec le plain-chant, et la *Marseillaise* avec les pieux cantiques. Il va de soi que les galons et les étoiles, les crachats et les médailles des plus hauts dignitaires de l'Armée se sont mariés à l'éteignement des oripeaux d'or et d'argent dont s'affublent les principes de l'Eglise. Il va de soi que chaque fois que le Goupillon s'élevait au-dessus de la foule prostrée, les sabres et les épées saluaient : intention touchante et significative de la Force spirituelle et de la Force matérielle, étroitement associées, l'une dans le but de pousser les malheureux à la soumission résignée, et l'autre dans le but de réprimer par le massacre, toute tentation de révolte.

En pareil cas, il est piquant d'observer l'attitude de la presse.

Celle dite « de droite » exulte :

« Enfin ! s'exclame-t-elle, nous voilà exactement et loyalement renseignés sur les véritables sentiments du peuple français ! Qui donc prétendait que la foi est en baisse et que les croyances religieuses s'en vont ? Qui donc oserait avancer que la France se déchristianise en faveur d'un matérialisme sorcié ? Qui donc se permettrait de penser et de dire que le culte voué par le peuple de France à sa glorieuse armée est en décadence ? Les acclamations frénétiques ont salué les troupes qui défilent, les ovations délires qui, d'une foule innombrable sont allées aux chefs invincibles qui commandent ces troupes, sont l'évident témoignage d'un indéfectible patriotisme. Haut les cœurs ! »

C'est comme tel que le nommé Pacelli a été reçu, à Paris d'abord, à Lisieux ensuite, « avec tous les honneurs : civils et militaires, dus aux Souverains ».

Le protocole a bon dos.

Il est fort possible — pourquoi pas ? — que cette vieille chose ayant, en dépit de sa décrépitude, résisté, jusqu'à ce jour, à l'écroulement définitif qui la guette, possède encore le droit d'exister. Mais n'est-il pas scandaleusement honteux que la démagogie républicaine dont notre pays fait si grand état et dont est si fier notre Gouvernement de Front Populaire, se croie tenue de conserver dans ses armoires cette défroque rapiécée, reprisée, fripée et d'attendre qu'elle tombe, d'elle-même, en lambeaux pour cesser de s'en vêtir aux jours de solennités officielles ?

Il aurait compris ça, me disait-il, une information sur la prochaine réunion des Cortès espagnoles qui aurait lieu au début d'août. La note d'allure officielle laisse entrevoir que pourraient être invitées des personnalités de l'ancien régime nettement situées à droite, tels Miguel Maura et Portella Valladarès.

Geux-ci en raison de la neutralité qu'ils ont observée dans le conflit espagnol n'ont pas été invités pour servir de truchement entre Franco et les dirigeants actuels de l'Espagne républicaine ? N'est-ce qu'un balon d'essai pour amener cette fameuse médiation qu'on tente de négocier sur le dos du prolétariat espagnol ?

Le presse « de gauche » (il faut bien la qualifier ainsi, bien qu'elle ne se distingue guère de la précédente) est embarrassée, quelque peu confuse et mal à l'aise.

Elle voudrait bien ne pas souffrir mot de l'événement auquel les chers « confrères » consacrent des colonnes entières ; mais elle ne peut se dispenser d'en informer sa clientèle et elle cherche à s'en tirer en se retranchant derrière les exigences « protocolaires ».

Le protocole a bon dos.

Il est fort possible — pourquoi pas ? — que cette vieille chose ayant, en dépit de sa décrépitude, résisté, jusqu'à ce jour, à l'écroulement définitif qui la guette, possède encore le droit d'exister. Mais n'est-il pas scandaleusement honteux que la démagogie républicaine dont notre pays fait si grand état et dont est si fier notre Gouvernement de Front Populaire, se croie tenue de conserver dans ses armoires cette défroque rapiécée, reprisée, fripée et d'attendre qu'elle tombe, d'elle-même, en lambeaux pour cesser de s'en vêtir aux jours de solennités officielles ?

Il fallait voir la fureur de cet électeur affolé, son exaspération !

Le coup de pied de l'âne

louines d'ordures sur les révolutionnaires catalans.

Les « patrons » seront satisfaits. Le valet s'est acquitté de leurs ordres avec un servilité et un mépris de la vérité absolus.

Citons plutôt le journaliste (sic) faisant parler un de ses amis catalans (?)

« C'est pourtant ainsi. Nous ne pouvons plus dire à nos troupes : France d'abord ! Elles répondent : Anarchistes : « Nous voulons savoir pourquoi nous allons nous battre. Si c'est pour un Etat communiste, nous ne marchons pas ! » et, Communistes : « Nous ne voulons pas aller à la bataille et que les libertaires pendant ce temps nous tirent dans le dos ».

On n'est pas plus impartial ! En effet Pierre Scize a sans doute entendu parler de Bernier, de Barbier, Domingo Ascaso, Martínez et de tant d'autres assassinés lâchement, en mai dernier, de braves militaires staliniens. Sans doute aussi, nous apprendra-t-il la semaine prochaine que la C.N.T. et la F.A.I. se sont prononcées contre la collectivisation des terres et la prise des usines par les ouvriers alors que le P.S.U.C. désire ardemment ces mesures révolutionnaires.

Et poussant l'impudence au paroxysme, le salaud continue, s'adress

ne permettrons pas que le premier Scize venu puisse user de la calomnie la plus vile à l'égard de nos frères d'Espagne qui tombent tous les jours sous les coups de Franco... et aussi sous ceux de Staline.

Nous ne permettrons pas, que, falsifiant sciemment l'histoire, un renégat attribue aux anarchistes d'Espagne les crimes des contre-révolutionnaires dont ils sont les premières victimes. Enfin nous ne laisserons pas un traître hurler de son bureau à la trahison de ceux qui ont tout sacrifié pour que le prolétariat d'Espagne ne soit pas écrasé par le fascisme.

Mais que pensent de ce papier « les non-staliniens » du Merle ? Châtelain-Tailhade, Marestan, ne direz-vous rien ? Avez-vous la lâcheté des André Guérin, des Treno, des Bresson, des Rivet du « Canard enchaîné » ? Laissez-vous insulter la Révolution ?

Nous ne les croyons pas. Nous attendons votre protestation.

Quant à vous Monsieur Scize, gardez vos leçons de morale et vos conseils pour les jobards qui croient voir en vous un journaliste indépendant. Parlez moins de la pureté de votre âme.

Vous n'êtes comme tant de vos pareils, qu'un pâtre à tant la ligne. Continuez à gagner votre avoine et mériter votre Légion d'honneur. Les anarchistes espagnols sont un peu trop haut situés moralement pour être atteints par vos invectives haineuses, qui ne relèvent d'ailleurs que de l'indifférence et du mépris.

RINGEAS.

**A
BONNEZ-
VOUS**

le
libertaire

A
BESOIN DE
L'AIDE
EFFICACE
DE SES
AMIS

52 Numéros... 22 fr.
26 — 11 fr.
ETRANGER
52 Numéros... 30 fr.
26 — 15 fr.
Chèque postal :
Scheck André
487-78 Paris
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz 68-27

Je, soussigné, déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

..... le 193.....
Nom
Ville
Rue
Département

LE COIN DES ENGASERNES

DANS LES CASEMATES DE BITCHE

Des réservistes de la région alsacienne ont été incorporés au 37^e R. I. de fortresse en garnison dans notre ville. Beaucoup d'entre eux se plaignent des vexations et du surmenage. A Sarrebourg, au dépôt de la caserne des tirailleurs, ils furent consignés du dimanche 18 au mardi 20 juillet. Même la cantine était consignée, impossible d'obtenir une boisson rafraîchissante par ces chaleurs, même pas de limonade. La nourriture était insuffisante. Plusieurs hommes n'ont pas eu de viande. A Bitche, la nourriture quoique meilleure, laisse à désirer. Un soir, il fut distribuée une sardine par homme pour le casse-croûte du lendemain.

Lors d'une précédente période, il y eut un pourcentage énorme de malades. C'est le résultat du séjour dans les casemates humides et glacées. Pas de tabac et aussi pas de permis pour un certain nombre de réservistes par représailles pour les protestations.

Une bonne "histoire"

Tant il est vrai que tout le monde désire la Paix (au point d'aller jusqu'à la guerre pour la défendre) qu'on vient de réunir une commission d'instituteurs français et allemands pour corriger certaines façons de raconter l'histoire aux enfants, et qui entretiennent la haine héritaire au cœur des petits élèves. Rien à redire à partie elle-même, une telle quantité de mensonges étant enseignée dans les manuels d'histoire auquel il nous faut applaudir au contraire à tout remaniement des textes. Toutefois, devant l'accueil sympathique que réserve à l'entreprise en cause la presse bien-pensante, sachant d'autre part que les professeurs chargés de cette mission délicate agissent au su de leurs gouvernements et sous leur contrôle, il convient de se montrer circonspect et de ne pas, en quelque sorte, vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. En d'autres termes, agir différemment de M. Bracke, lequel s'étrangle de joie dans le *Populaire*, saluant ceux qui, de cette façon, travaillent « pour la paix ».

Qu'en nous comprenne bien. Nous ne dénigrons pas systématiquement telle entreprise sous le futile prétexte que nous n'en sommes point les seuls promoteurs. Une réforme dans la rédaction des livres d'histoire remis aux écoliers nous satisfait. Mais, étant donné les conditions dans lesquelles ces missives au point se font, nous exprimons des doutes quant à la valeur à y attacher.

Car, il ne suffit pas, comme s'en enthousiasme le journaliste socialiste, que le petit Allemagne apprenne que « la Belgique n'avait commis aucun manquement à ses devoirs de neutralité qui justifiait son invasion », ni que le petit Français sache que « l'Alsace était, au Moyen Age et au temps de la Réforme, de langue et de culture germaniques ». Il faut qu'ils apprennent que tous les hommes se ressemblent et que les frontières sont des préjugés stupides.

Il est insuffisant de ne pas leur dire de mensonges. Il faut leur dire la vérité, toute la vérité. Après leur avoir enseigné que les Allemands ont envoyé des obus sur des cathédrales, il importe de leur révéler que des avions français, volant en rase-motte, mètreraient une procession à Karlsruhe. Il s'agit, je crois, d'une escadrille dont faisait partie un certain lieutenant de Kéryllis, bon patriote à ce qu'on dit. Que des « Boches » aient bombardé des populations civiles, cherchant l'« effet moral », le fait est incontestable, il est nécessaire que chaque enfant le sache, à condition qu'on lui narre parallèlement un autre épisode de la guerre, à savoir l'exploit, par exemple, d'aviateurs de notre pays, arrosant d'obus et de projectiles incendiaires un cirque qui donnait une représentation enfantine à Fribourg, toujours en vue de ce même « effet moral ». Peut-être ainsi apprendra-t-il, ces gosses, la seule chose qui importe en cette matière, c'est-à-dire qu'il s'agit dans les deux cas, non de « Français » ou d'« Allemands », épithètes sans signification, mais de « militaires », espèce intermédiaire, particulièrement vile et méprisable.

Et puis, entre nous, je voudrais bien savoir si M. Bracke a constaté ce qu'il déclare : « En France, l'autorité administrative républicaine n'atteint pas la liberté de pensée, ne visant qu'à expliquer, en histoire,

l'enchaînement réel des faits et leur influence sur l'évolution des peuples. » En voilà une bonne, par exemple, et qu'il fait bon raconter à ceux à qui, dès le plus jeune âge, on a fourni une Histoire de Ernest Lavisse et dont on a fait le cerf-volant de Jeanne d'Arc, de Bayard, de chevaliers d'Assas et de « Dernières cartouches » ! Il ne faudrait tout de même pas, monsieur Bracke, conquis, par l'ascension du pouvoir de votre parti, au nationalisme du genre hysterique, essayer de faire prendre aux anciens écoliers de France des vessies pour des lanternes ! Dans quel livre d'Histoire de France à l'usage des enfants avez-vous vu le « récit exact des faits » ? Quel auteur orthodoxe a écrit que l'unité française est le produit d'une suite de brigandages, de vols à main armée, d'usurpations d'héritages et de coucheries rémunérées ? Quel historien français, admiré par la Faculté, a écrit la vérité, à savoir que les quarante rois qui, en mille ans, firent la France, furent tous des escrocs, des criminels et des maquereaux ? Que la plupart ont vendu leur frère, leur fille ou leur épouse pour une province, que d'autres ont empêonné ou fait poignarder des propriétaires de comtés, coupables de longévité et, par conséquent, de retard dans la succession, et que tous sans exception, et en sus des rois les empereurs et les républiques, ont agrandi le patrimoine national par la guerre, c'est dire l'assassinat crapuleux ? Je serais, je l'avoue, assez curieux de connaître l'école française où « l'on explique l'enchaînement réel des faits » et, par conséquent, où s'enseignent en toute objectivité ces vérités essentielles !

Et même, très joli de narrer objectivement l'histoire passée, mais il importe aussi de raconter convenablement la présente. Nécessité, par conséquent, pour un gouvernement « pacifiste », de faire faire certains gâchus dont la sottise et la mauvaise foi sont trop provocantes, le général Niessell entre autres, qui écrit dans la presse que « l'on a privé l'Allemagne de colonies à cause de sa cruauté envers les indigènes » ! Quand on sait de quelle façon la France a conquis ses territoires d'outre-mer, quand on connaît la honteuse exploitation des peuples coloniaux par la soldatesque et le capitalisme français, on mesure toute l'infamie du personnage. Allons, ce Niessell ne dépare pas la collection des valeureux généraux français, fourbes, félons et experts dans les faux témoignages !

Que M. Bracke me pardonne, mais il semble qu'avant d'étudier dans le cadre de l'honneur, et du prestige national la révision de l'ancienne Histoire, il serait bon d'interdire à des faussaires spécialistes d'écrire la nouvelle !

Et la seule façon d'ouvrir actuellement pour la paix, c'est de crier aux peuples la vérité immédiate, de leur ouvrir les yeux une fois pour toutes en avouant publiquement que le patriottisme est la matière première du capitalisme contemporain, que les militaires sont des crapules ou des imbeciles et plus souvent des dupes ensemble, et qu'il n'est de plus bête qu'eux que les gogos qui se laissent prendre à ces pièges grossiers et qui, stupidement, acceptent de se faire massacrer pour des dividendes.

MAURICE DOUTREAU.

LA BOITE AUX BOUQUINS

Les livres de la vérité

Au moment où plus que jamais on parle de la prochaine, il est bon que soient données au public des œuvres sincères et objectives sur la dernière.

« Heures maudites », par Antoine Guasson (1), c'est le journal de guerre d'un ouvrier. Sans roman, sans phrases, par des notes brefs, mais profondément humaines, crient littéralement de vérité, l'auteur atteint à un réalisme tel qu'il parvient à faire « sentir » la guerre à ceux qui ne la connaissent que par ouï-dire. Le massacre nous est la présentée sous sa vraie face, hideuse et bête, les émotions ressenties par le narrateur lorsqu'il vécut les moments qu'il décrira gagnant le lecteur, et à cause de la simplicité du style, l'impression n'a rien de factice. Un livre à lire et à faire lire et dont la puissance est susceptible de faire réfléchir bien des exaltés.

Avec « La guerre ? C'est ça... », (2), Louis Hobey nous livre lui aussi un tableau poignant de la grande infamie. La forme est moins brève que dans l'ouvrage précédemment cité, mais on sent, percer sous chaque phrase l'esprit profondément révolutionnaire de l'auteur. Des personnages y sont campés de façon saisissante, le patriote berné Vingt-trois, les infirmières-religieuses, avec leur chantage à la messe, le sous-préfet arrogant avec les petits, les délateurs de l'arrière, etc... Le roman dépeint clairement les angoisses qu'a provoquées la guerre, les souffrances mentales et physiques qu'elle engendra. L'auteur témoigne dans toute son œuvre d'un jugement sur : « J'ai peur que si la paix ne dure pas assez longtemps, j'ai peur que les petits qui ont vécu dans l'ambiance créée par cette guerre n'acceptent trop facilement à leur tour de devenir des « héros », écrit-il.

Prophétie peu réjouissante et qui semble se confirmer !

dans un état de suffisante bêtise pour pouvoir, après avoir asservi les pensées, asservir intégralement les corps. Après nous avoir donné un aperçu des bobards de la presse et des parades de « grands hommes », pendant la tourmente, Galtier-Boissière, sans souci des colères qu'il suscite jusque chez ses « amis » plus ou moins énchaînés dévoile les artifices mensongers employés pour tromper l'opinion, notamment sur la grande escroquerie de la Patrie « socialiste » et sur les campagnes staliniennes en Espagne.

Ce numéro sur « le bourrage de crâne » est non seulement prodigieusement intéressant et remarquablement documenté : il est indispensable à tout militant pacifiste et révolutionnaire. Dans la propagande quotidienne qu'il doit faire autour de lui, celui-ci s'y référera pour trouver, non des arguments de discussion, mais des faits précis, contrôlés, des textes qui feraient rougir ceux qui les ont pris au sérieux et qui cependant ont fait verser des torrents de sang. Ouvrir les yeux de son entourage, s'efforcer à l'aide des leçons du passé de réveiller l'esprit critique des hommes, leur éviter de retomber dans les mêmes pièges, voilà une œuvre d'une portée incontestable. Il faut être reconnaissant à Galtier-Boissière de l'avoir entreprise et de la poursuivre envers et contre tous.

M. D.

1. Librairie du Travail, 1 vol, 10 fr.
 2. Librairie du Travail, 1 vol, 18 fr.
 3. Editions du « Crapouillot », 1 vol, 12 fr.
- (En vente au *Libertaire*.)

Pierre KROPOTKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie. — Son Idéal

Nouvelle édition : 1 fr. 50

En vente au « *Libertaire* »

Michel BAKOUNINE

DIEU ET L'ÉTAT

Préface de E. Reclus

et

C. Gatiéro

Nouvelle édition : 1 fr. 50



Pour chanter entre les clous

CHANT des BATELEURS DE LA VODKA

Adaptation à la gloire des pauvres et joyeux janissaires (P.C.F.).

Ohé! hiss' là! (bis)

Tous ensemble!

Ohé! hiss' là! (ter)

Tous ensemble : ohé! hiss' là!

Pour mener nos clients en bateau,

Hissons la faucale et le marteau!

Et, tous ensemble, bien en cadence,

Viros sans repos ! Le gouffre est en vue !

• • •

Ohé! hiss' là! (bis)

Tous ensemble!

Ohé! hiss' là! (ter)

Tous ensemble : ohé! hiss' là!

Salissons qui n'est pas avec nous

Préparons l'heure du Guépéo..

Et, tous ensemble, bien en cadence,

Pissons sans repos ! L'égout est en vue !

• • •

Ohé! hiss' là! (bis)

Maurice BOYER.

DU SPORT !

Paris-Soir n'est pas content

teux, dit-il, que certains journaux,

pour des buts politiques,

aien puissé à l'abandon des Belges,

pour leur chauvinisme du Tour de France. Il est hon-

orable ! L'Humanité est directe-

ment visée, qui s'est livrée, pendant le tour, aux

plus délinquantes, patriotes, en fa-

veur de son poulain et collaborateur Lapébie.

Après avoir, avec une émotion biblique, com-

paré l'arrivée du Tour de France au passage

de la mer Rouge (mais oui !), le national Po-

paul, Couturier et combien vaillant, conclut en

incitant les lecteurs à fêter « la victoire du

leader de l'équipe de France comme une victoire

FRANÇAISE, pacifique (tu parles !) et juste

te !

Il est loin le temps où l'Humanité combattait les

mercenaires du sport. Maintenant elle défend la

« poussette » et se fait, comble des combles,

attaquer à plus de mesure par la presse bour-

geoisie !

Pauvres jeunes victimes de cette délin-

gence psychose de la brutalité et de la binaise bapti-

ée « sport » !

• • •

LE FAUSSAIRE MECONTENT

Nous recevons une lettre vraiment touchante de R. Garmy, qui vient d'être exclu du parti communiste.

Il nous demande de protester contre

LE PLÉNUM DU CONSEIL NATIONAL

La crise du parti socialiste espagnol s'aggrave

Les travaux du Conseil National du Parti Socialiste Espagnol ont été clos la semaine dernière à Valence.

Le Parti Socialiste Espagnol par son influence dans les masses populaires (U.G.T. et l'organisation syndicale contrôlée par le P.S.) est un facteur important du secteur antifasciste. Ce sont ses représentants qui démontrent les principales leviers de commande du Gouvernement de Valence.

Il est intéressant de connaître la situation exacte du Parti Socialiste d'autant plus que ses charges dans le Gouvernement sont en disproportion avec sa force réelle. On sait que la C.N.T.-F.A.I. contrôle plus de la moitié des travailleurs ibériques et que le Parti Communiste lutte avec acharnement pour conquérir des positions dirigeantes tant au P.S. qu'à l'U.G.T.

Avant les événements du 19 juillet 1936 le P.S. Espagnol groupait environ 60.000 adhérents. Les événements d'octobre 1934 avaient déjà sérieusement ébranlé son unité. La crise latente se manifesta ouverte-ment après la victoire électorale de février 1936. Deux tendances principales s'affrontent. D'un côté Largo Caballero, secrétaire général de l'U.G.T. avec son journal *Claridad*, réclamant le pouvoir total pour la classe ouvrière, déclarant que les partis petits bourgeois avaient fini leur rôle. Groupant la majorité des parlementaires socialistes Largo Caballero soutenait les gouvernements du Front Populaire qui se succéderont pendant ce court laps de temps, mais se refusa obstinément de faire partie de ces mêmes gouvernements. Il avait réalisé le front unique avec les communistes, presque inexistants à l'époque, et son homme de confiance Santiago Carillo détenait le poste de secrétaire de la Jeunesse Unifiée (main tenant Carillo est membre du Parti Communiste). En même temps il préconisait l'unification d'action avec la C.N.T.

L'autre tendance du P.S. était groupée autour d'Indalecio Prieto et González Pérez. Elle formait la majorité de la Commission exécutive du P.S. et préconisait la participation au ministère.

La lutte entre tendances se compliquait des vieux ressentiments, suite inévitable de la défaite de 1934. Les intrigues stalinien-nes s'en mêlant la lutte s'expansera à tel point que Prieto et González Pérez faillirent être tués lors d'un meeting à Ecija, près de Séville, quelques semaines avant les événements de juillet. Un référendum sur l'opportunité d'un congrès immédiat départagea les combattants en donnant tort à Largo Caballero (15.000 voix seulement se prononcèrent pour la réunion immédiate d'un congrès demandée par Largo Caballero).

Les événements de juillet mirent fin aux disputes. Plus tard, lorsque Largo Caballero fut chargé de constituer le gouvernement il

fit appel à son adversaire Indalecio Prieto pour lui confier le ministère de la Marine. Mais, ce serait mal connaître les politiciens de la trempe d'un Prieto, pour se figurer que cette collaboration était sincère et que les divergences étaient oubliées. L'existence de la guerre civile elle-même était un reproche vivant et une condamnation tragique de la politique de collaboration tragique de laquelle le champion.

Une lutte sourde s'engagea entre les deux chefs du P.S. Le conflit s'aggrava le jour où Largo Caballero se montra indépendant à l'égard des hommes de Staline. La dernière crise ministérielle à Valence rendait publiques les divergences profondes qui séparaient les stalinien-s et les secteurs révolutionnaires, du front antifasciste la C.N.T. et la gauche socialiste de Largo Caballero. Les stalinien-s étaient obligés, de jeter leur masque révolutionnaire pour se ranger définitivement du côté de tous ceux, en Espagne, qui sont opposés à une transformation radicale de la société. Les stalinien-s suivaient depuis longtemps cette politique, mais n'osaient pas rompre publiquement avec leur phraséologie révolutionnaire.

Prieto profita de cette volte-face publique et fit voter par la majorité de la Commission exécutive l'approbation de la démission des ministres socialistes et la politique du nouveau ministère. Le rêve de Prieto a toujours été de constituer un gouvernement « fort ». Le moment semble cependant mal choisi pour réaliser une telle « ambition ». Le Gouvernement Negrín en se coupant par sa politique de répression, des masses révolutionnaires risque de subir le sort d'un autre ministère « fort » que présidait Casares Quiroga...

C'est sur ces problèmes, dont la gravité n'échappe à personne, que le Conseil National du P.S. a été appelé à se prononcer.

Depuis la dernière crise ministérielle la lutte entre la gauche socialiste et les stalinien-s a pris des proportions considérables. Nombreuses organisations socialistes, celle de Madrid en tête, se sont révoltées contre les accusations infimes dont les stalinien-s abreuvent les militants socialistes. La Fédération Socialiste de Valence a décidé de dissoudre tous les comités d'entente jusqu'à ce que Hernandez et la Passionnaire refirent leurs accusations contre Largo Caballero.

Le Conseil National, malgré les réserves de la gauche socialiste, a approuvé l'attitude de la Commission Exécutive lors de la dernière crise. Il a voté un blâme aux organisations qui ont décidé de dissoudre les comités d'entente des P.S. et P.C.

Il est évident que ce vote s'adresse à la Fédération Valencienne. Largo Caballero et ses amis, cependant sont loin de désarmer et le journal *Adelante* a redoublé sa cam-

pagne contre les mensonges stalinien-s. D'autre part, dans un meeting de l'U.G.T. à Castelón, Zancajo, secrétaire de la Fédération du Transport et Pascual Tomas, secrétaire adjoint de l'U.G.T., ont dénoncé en des termes violents les manœuvres des stalinien-s qui, après avoir qualifié de traitres les militants socialistes leur demandent de s'unir. Ils ont dénoncé également la politique du P.S.U.C. et de l'U.G.T. en Catalogne (Adelante, 20 juillet). La Commission Exécutive de l'U.G.T. de son côté a pris la décision de rompre avec le P.C. (Adelante, 23 juillet). Il est évident que la décision du Conseil National, dans ces conditions, restera lettre morte.

La crise du P.S. en s'aggravant risque de compromettre l'activité du Gouvernement Negrín. Celui-ci pour donner le change vient de relever de ses fonctions le directeur de la Sécurité, le colonel Ortega, qui avait ordonné l'arrestation des dirigeants du P.O.U.M.

CHARLES ROBERT.

LES EFFECTIFS DE L'U.G.T. ET DU P.S.U.C. DE CATALOGNE

DES CHIFFRES... LUNAIRES

On a pu ailleurs lire les déclarations menaçantes faites à la conférence du P.S.U.C. Pour assurer ses préentions de dominer la politique catalane, le P.S.U.C. a affirmé, par la bouche d'un de ses représentants, que l'U.G.T. en Catalogne comptait désormais 500.000 adhérents et que la C.N.T. n'en aurait, elle, que 370.000 !

Si l'on ne connaissait pas les procédures des stalinien-s, on pourrait se demander où ces chiffres ont été puisés, sinon dans la lune. A son dernier congrès, la régionale de Catalogne fin mars sauf erreur, annonçait avec décompte à l'appui, 934.000 adhérents. Il était à cette époque absolument impossible d'avoir une telle population de stalinien-s dans la Catalogne, qui est la plus peuplée d'Espagne. Il tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Trabajo*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont évidemment sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces que représente le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organique officiel de la C.N.T. à Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 2

P. P. F. CRÈVÈRA !

(Suite de la 1^{re} page.)

Au contraire « notre héros » était à ce moment un droiti et, qu'on le veuille ou non, il représentait une simple fraction. Mais l'ambition du chef était demeurée. Il comptait jouer sur un sentiment nationaliste qui malheureusement foisonne dans les milieux ouvriers pour amener avec lui la majorité de ceux-ci, faire sa politique et se détacher « en beauté » de la Russie. Mais « l'Œil de Moscou » veillait et l'on sait la suite : fondation du rayon majorité de Saint-Denis, tentative d'alliance avec Trotsky qu'il connaissait pour l'avoir fréquenté dans les débuts de sa carrière ; échec de cet essai, parce que si l'est vrai que l'un et l'autre sont antistaliniens, ils n'ont pas le même idéal et surtout Doriot sentait fort bien qu'il ne pourrait être le maître.

**

Au point de vue parlementaire, il fut assez astucieux pour garder l'estime de ses électeurs et en même temps faire sentir aux gros capitalistes qu'il se tenait à leur disposition. Dès la fondation du P.P.F., Doriot était au service du capital pour engager une nouvelle lutte de classes tout à l'opposé de celle qu'il avait menée jusque-là.

Si à la Chambre, il avait encore son siège entre communistes et socialistes, il sut mener une action systématique de combat, contre ce nouveau gouvernement, de Front populaire à direction socialiste.

Pour bien montrer que l'intérêt de la politique doriotiste était subordonné non pas à une idéologie mais à l'ambition de son chef, nous rappellerons simplement un fait : Doriot avait demandé son adhésion à la S.F.I.O. La C.A.P. le lui refusa pour ce moment parce que le rayon majorité de Saint-Denis était sans cesse blasphémé par le P. C. et que les bonnes du parti socialiste craignaient une rupture du front commun.

Les différentes phases de l'attitude du maire de Saint-Denis nous montrent bien qu'il n'avait qu'un but : accéder d'une quelconque manière au pouvoir. Ce désir, il ne l'a pas ressenti à partir du moment où il fut chassé du « Grand Parti des Travailleurs ».

Alors qu'il était encore militant de base dévoué, il fit tout pour acquérir des responsabilités au sein de l'organisme central et aussi la chance sur l'aider, il se trouvait en effet en prison au moment des élections législatives et ses camarades surent l'en récompenser en le présentant à Saint-Denis où il fut élu.

**

Nous pouvons essayer de retrouver les similitudes entre son ancienne action et son action présente qui doivent être une raison de défaite.

« D'abord voyons le titre de son journal local, *L'Emancipation*, terme révolutionnaire, ensuite son journal à grand tirage : *L'Emancipation Nationale* qui porte en son titre deux mots qui assemblés nous choquent désagréablement, il est vrai, mais qui peuvent encore pour de nombreux ouvriers exciter la fibre nationaliste, et si ce journal fut un échec auprès du prolétariat de notre pays c'est que le P.C. lui aussi s'efforça d'approuver la fierté patriotique des éléments qui le composaient.

Ainsi, comme le font les « marxistes », le P.P.F. emploie des termes à résonance sympathique, mais à sens creux comme le fameux « gouvernement ouvrier et paysan ». Ce premier point a trait au moyen organique employé par Doriot.

Ce moyen n'est que d'une gravité relative, mais les méthodes socialistes sont à assimiler à celles des bolchevistes, dont nos camarades russes eurent à souffrir au cours d'une cruelle expérience et qui sont encore aujourd'hui l'honneur en Espagne où ce sont encore nos camarades qui font tous les frais de ce qu'ils appelleraient « dictature du Proletariat ».

**

Ces méthodes ont des chances de succès surtout lorsqu'elles sont complétées par de l'argent. En quoi consistent-elles ? Il s'agit simplement de s'imposer, faire beaucoup de bruit, lorsqu'on se trouve à dix, faire croire que l'on est cent, provoquer une agitation incessante, être présent partout à la fois, savoir en imposer par des phrases dénuées de sens et auxquelles on ne peut pas apporter d'arguments contradictoires. Un autre moyen particulièrement important est d'attirer à son organisation, les éléments d'un parti voisin ou l'on a certaines chances de succès.

Pour les premières, si nous n'avons pas de chiffres exacts des adhérents P. P. F. nous pouvons augurer sans crainte qu'ils sont plus de dix fois moins nombreux que les P.S.F., cependant on parle autant des premiers que des autres, aux Champs-Elysées, les vendeurs de *L'Emancipation Nationale* sont bien plus nombreux que ceux du *Flambeau* ce qui nous indique bien le désir d'agitation qui anime les éléments doriotistes. Quant aux secondes, rappelons ce fameux « Front de la Liberté » qui tend à « noyauter » tous les éléments nationalistes qui pourraient y adhérer. La réapparition de *La Liberté*, sous la direction Jacques Doriot permet en réalité au « blackboulé » de Saint-Denis de se faire

Ceux qui s'en vont

Cette semaine encore nous apprenons la mort d'un bon camarade, Pistono, qui est décédé dans sa 45^e année dimanche dernier, à l'hôpital Ténon. C'était un vieux militant libertaire. Longtemps il avait milité aux Mélèzes et récemment encore au syndicat des ciseurs de journaux.

A sa compagne, nous adressons notre sympathie fraternelle.

L'ÉGLISE ET L'ARMÉE !

(Suite de la 1^{re} page)

connaitre et d'attirer à lui tous les éléments bourgeois oppositionnels.

Nous avons parlé tout à l'heure d'un autre noyau qui permet certaines chances de succès : l'argent. Cet argent que l'ex-communiste dépense sans mesure, dont on ne sait pas la provenance exacte, alors qu'il dénonce l'argent de Moscou, quelle ironie ! et qui lui a permis de recouvrir toute la France d'affiches de propagande, et aussi de gagner de nombreuses sympathies parmi la presse plus ou moins dite indépendante. Cet argent qui lui permet maintenant de dénoncer dans *Choc* par l'intermédiaire du comte Pozzo di Borgo les ressources du « colonel en mal de réconciliation nationale », ces fameux 20.000 francs par mois dont la presse se fait soit avec plaisir, soit avec anxiété l'écho.

Toutes ces raisons qui semblent arguer en faveur de l'apprenti dictateur doivent en réalité se tourner contre lui. La preuve : les dénonciations et la méfiance du colonel de La Rocque vis-à-vis de l'ex-général rouge. Le passé de l'antifasciste acharné que nous avons pu connaître lui joue de sales tours et ce même colonel ne se gêne nullement pour faire entendre que Doriot fait le jeu de la réaction.

Une preuve encore plus éclatante de son échec certain, ce sont les élections de Saint-Denis où le Front populaire l'a emporté de beaucoup sur celui à qui Dormoy voulait serrer la main.

C'est surtout cette dernière raison qui nous permet d'affirmer que le P.P.F. est voué à l'échec. S'il est vrai que ces élections ne nous ont pas donné satisfaction puisque nous sommes antiparlementaires, elles nous ont prouvé que le prolétariat n'était pas encore bon pour la trique. Doriot fut suivi par les ouvriers tant qu'ils les défendaient, il en fut abandonné dès qu'ils les abandonnaient. Ainsi ces élections renforcent notre thèse : le prolétariat est majeur. Il lui suffit simplement de s'en rendre compte pour vaincre non seulement ce qui représente directement la réaction mais aussi ce qui en fait le jeu : le régime parlementaire. P.P.F., si les ouvriers le veulent

P. SERVANT.

UN AVIS AUTORISÉ

Un rédacteur du quotidien de la F. A. I. « Nosotros » a interrogé Michel Koltsov, président de la délégation soviétique aux congrès des intellectuels et membre de la direction de la « Prawda » sur ce qu'il pensait du mouvement anarchiste en Espagne. Voici sa réponse : « Je considère le mouvement anarchiste espagnol comme un des secteurs des plus forts et des plus grands du mouvement ouvrier révolutionnaire. J'ai vu dans les batailles de Jarama et de Pingarron l'attitude héroïque de la brigade 70 de l'invincible division de Cipriano Méra, membre de la F. A. I. de Madrid ».

Après une telle déclaration, que doit-on penser de la politique du parti communiste espagnol qui, associé avec les éléments de la bourgeoisie, fait arrêter, voire assassiner

LA RÉPRESSION EN INDOCHINE

D'un camarade résistant à Saïgon nous recevons d'inquiétantes nouvelles sur la répression politique qui sévit en Indochine.

L'arrivée au pouvoir du Front populaire n'a en rien changé des procédés dictatoires des proconsuls républicains.

Les juges condamnent à tours de bras, tandis que les journaux ouvriers mènent une existence des plus pénibles. « Nous sommes littéralement traqués », nous dit notre correspondant. Il va sans dire que cette répression s'abat tout particulièrement sur les indigènes, quelle que soit leur situation sociale, qui combattent la domination de l'impérialisme français.

AVIS AUX COPAINS

Charles d'Avray réédite ses œuvres pour octobre.

QU'EST-CE QUE CE SYNDICALISME ?

Depuis que je suis syndiqué à la C. G. T., je vais d'étonnements en étonnements.

Je travaille, je cotise, j'assiste à toutes les réunions de chantiers et aux assemblées générales. J'ai eu l'occasion de discuter pas mal de fois avec des syndiqués et j'ai constaté que si la plupart, ont une bonne mentalité, ils n'ont pas de toute leur situation sociale, qui combattent la domination de l'impérialisme français.

Depuis sept mois que je suis à la C. G. T., je n'ai encore entendu aucune conférence éducative qui puisse renseigner le cotisant endormi sur les buts du syndicalisme et lui faire entrevoir sa libération par le syndicat.

Je connais beaucoup de mes compagnaires et un très grand nombre de Français qui ne voient en leur carte syndicale qu'un permis de travail, qu'une formalité nécessaire dont on ne peut se dispenser. Et j'en conclus que pour les fromagistes et les subtiles politiciens qui pullulent à la C. G. T., il faut des cerveaux vides et des cœurs sans énergie, car ils sont plus maniables et plus malléables au gré de l'ambition crupueuse des arrivistes.

Triste syndicalisme, produit de la carence de bureaucrates incapables ou asservis à laquelle doit pouvoir suppléer la vigilance des syndicats dignes de ce nom pour opérer le redressement nécessaire.

Sail Mohamed.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE (GROUPE DU 12^e)

GRANDE RÉUNION PUBLIQUE

73, avenue Daumesnil

le mercredi 4 août à 20 h. 45

CONTRE LES DEUX ANS ET L'UNION SACRÉE

Orateurs : Sail Mohamed, Ridel.

Orateurs des Jeunesse Frontistes — J.S. (S.F.I.O.) — J.S.R. — Jeunesse anarchiste communiste.

Sail Mohamed.

Jeunesse Anarchiste Communiste

CROISADES...

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (fédération Lyonnaise), 212, rue de Crémieu.

Marceline. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Nice. — Un groupe est en formation. S'adresser à la mercerie Rose-Jeanne, 26, boulevard Pierre-Sota.

Rouen. — Ecrire à Léon Bordier, Hôtel de Neuchâtel, 20, rue d'Amiens.

Valenciennes. — Tous les samedis, à 18 h. 30 au siège, 3, rue Abel-de-Pujol.

Toulouse. — Réunion tous les mardis et samedis à 21 heures, 4, rue Tripière.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evoïtion et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkin.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chauchi.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkin.

L'Amour libre, par Madeline Vernet.

L'Anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lermine.

Malthus et l'Anarchie, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autorité, par Kropotkin.

Communisme et Anarchie, par Kropotkin.

Mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhetorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

A bas les morts, par Girault (suivi de La Guerre de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkin.

Pages d'histoires socialistes, par W. Tcherkezoff.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkin.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkin.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thnard.

A bas les chefs, par J. Dejacques.

Les Trois Complices, par René Chauchi.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Le suicide, par Sébastien Faure.

La Bourgeoisie, Révolution, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pouvoir parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Patrie, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Mères Habilles, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Révolution.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Maréstan.

Le Père nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Alphonse.

Les Proscrits de la Guerre, par Mauricius.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

L'Amour et la Maternité, par la doctoresse M. Pelletier.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chauchi, suivie de Dépopulation et Civilisation, par la doctoresse M. Pelletier.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkin.

Le Travail-Argent, par Rhillon.

Le Salarial, par Kropotkin.

Frère le Paysan, par Elisée Reclus.

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastier.

La Liberté individuelle, par Eduard Rothen.

</

C. G. T.
à l'action

Devant l'offensive patronale contre les conquêtes ouvrières de juin 36, qui a mis en faillite le Front Populaire, le Conseil national de la C.G.T. se doit d'affirmer que l'organisation syndicale est majeure et qu'elle défendra par l'ACTION DIRECTE ce que le prolétariat a obtenu PAR L'ACTION DIRECTE.

Les capitulards poursuivent leur besogne

La classe ouvrière subit les attaques d'un patronat de combat. Après avoir été battue dans la grève des coiffeurs, la voilà défaite dans celle des hôtels-restaurants. Les camarades de la corporation expliqueront les faits avec plus de détails, mais les résolutions officielles mettant en jeu le contitutif sont assez significatives : la loi sur les 40 heures n'existe pas pour les patrons hôteliers ; les promesses d'améliorations sont reportées au 1^{er} novembre ; or, les patrons des hôtels qui viennent de résister avec lant de brio en pleine saison et malgré le coup le fouet d'une exposition, seront bien plus puissants au cours de l'automne. Mais ce qui est grave surtout, c'est la reconnaissance officielle au patronat du droit de faire 10 % de victimes parmi son personnel ; ce droit a été dans la pratique élargi bien au-delà et étendu à tous les syndicalistes actifs.

Ces défaîtes doivent-elles être imputées à une réelle faiblesse du prolétariat, à un manque de volonté de sa part ? Nullement. Les prolétariats des cuisines surroulent ont fait preuve d'une énergie dont on ne connaît pas d'exemple pendant les journées de juin 1936. D'un autre conflit, non encore réglé à l'heure actuelle, celui des « Magasins Réunis », la masse des employés s'est montrée pleine de courage en manifestant au magasin même malgré les coups de matraque des policiers. Le cran du prolétariat ne demande qu'à s'affirmer.

Parmi les forces qu'il doit affronter, il y a d'abord la police du ministre socialiste Dormoy. Ce Noske français a donné des ordres de répression tenant renfermement dans la police française et parisienne surtout l'esprit que Chiappe avait cultivé avec tant de soin. Le communiqué du radical Chautemps, appuyé moralement par le doux Blum, restera parmi les documents les plus féroces appelant à la brutalité impitoyable de la police. Le Front populaire à direction radicale se hâte de rattraper dans la voie de la fusillade contre les ouvriers le Front populaire à direction socialiste : le record Blum-Dormoy avec six morts à Cligny et dix-sept tués à Metznaud est loin d'être égalé ; mais le tandem Chautemps-Dormoy démarre vigoureusement et leur première victime vient de tomber ; encore un mineur nord-africain abattu, on ne sait si c'est par les balles officielles de la troupe ou les balles « privées » du directeur de la mine, collaborent ouvertement à la répression. D'ailleurs pourquoi les directeurs coloniaux se généralisent quand en pleine région parisienne le patron Sénac vient d'être triomphalement libéré et amnistié après avoir tiré sur un délégué et après que l'instruction judiciaire avait nettement démonté qu'il ne pouvait être question de légitime défense.

Mais bien plus que la répression, c'est la démoralisation intérieure propagée par la plupart des dirigeants syndicaux qui entame l'action ouvrière. Tous les gestes d'action directes des travailleurs des cuisines et hôtels ont été désavoués et vilipendés par les communiqués des bonzes ; ces prolétaires avaient manifesté jour et nuit contre les établissements où les jaunes travaillaient ; cela suffit pour que la direction communiste des H. C. R. B. dénonce les militants syndicalistes comme des provocateurs, et cela au moment où ils sont torturés dans les postes de police et traînés devant les tribunaux.

Cette attitude correspond à une tactique des dirigeants sur laquelle réformistes et communistes sont parfaitement d'accord : pas d'opposition au gouvernement Chautemps, collaboration avec lui, tout au plus démarches respectueuses pour empêcher les brutalités trop criantes.

C'est Thorez qui donne le la au Comité Central du P. C., plus jamais avec la modestie qui le caractérise il cite son propre texte sur la façon de « terminer les grèves », n'ayant qu'une seule aspiration, treiner l'action prolétarienne pour que les masses ouvrières se battent sur la voie prolétarienne et portent : Thorez au pouvoir.

Son subordonné Bothereau fait chorus dans le « Peuple », organe de la C.G.T., s.v.p.

La C. G. T., dont on peut dire en l'occurrence qu'elle est la paix sociale, indispensable à la reprise économique, exige qu'elle ne lance pas ses forces dans la bataille, malgré certaines provocations caractérisées.

Finale à cette tactique, elle tentera d'obtenir les respectes des conquêtes sociales en demandant l'intervention des pouvoirs publics.

Le général Jouhaux se trouve tout à fait à son aise dans ces manœuvres de freinage ; lui aussi dans le « Peuple » saisit l'occasion d'évoquer Jaurès pour rappeler les phrases les plus émouvantes de celui-ci :

Ne prenez pas prétexte d'un geste isolé, désavoué aussi par les camarades les plus sages, d'un propos brutal et grossier échappé parfois à la maladresses plus qu'à la haine, pour supprimer, pour rejouer, dans les jours de grève, cette action collective qui est pour la classe ouvrière la condition absolue de succès.

Pourtant ces événements ne nous amènent pas seulement à voir la fourberie de nos ennemis. Inévitablement les ouvriers se posent la question : mais que font les libertaires en présence de ces luttes ?

D'abord, constatons que les ouvriers anarchistes travaillant dans les industries touchées par le conflit ont non seulement fait très largement leur part dans cette bataille, mais encore ont été parmi les animateurs les plus courageux. Toutefois ceci est loin d'être suffisant : quand les grèves débordent le cadre de l'industrie et s'élargissent en conflit social plus étendu, le devoir des groupes anarchistes est d'être au service actif du prolétariat. Que de fois les grèves poussées par les faits à la nécessité de l'action directe orientent leurs regards vers les anarchistes pour y rencontrer des éléments aguerris, entraînés et coordonnés. La grève des hôtels et cuisines aura rappelé une fois de plus aux anarchistes que le mouvement libertaire ne peut se borner à des meetings, manifestations, tracts et affiches, les luttes vont sonner où la participation active à la lutte sociale va s'imposer : ne perdons pas de temps la besogne à accompagner est immense, préparons-nous.

N. LENOIR.

Le libertaire syndicaliste

La "colonisation" s'accélère

Au Congrès de l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne de février dernier, il fut décidé — sur réclamation des gros syndicats — de procéder à un référendum sur le mode de votation aux congrès. En voici le compte rendu signé par Henri Raynaud, secrétaire général de l'Union.

C'est ainsi que trois propositions furent soumises à l'approbation des syndicats. Une proposition de la Commission Exécutive de l'Union accordait :

1 voix de 1 à 250 adhérents.

2 voix de 251 à 500 adhérents.

Au-dessus 1 voix par 500 ou fraction de 500. Une proposition des agents des P.T.T. maintenait le statu quo.

Une proposition du syndicat de la Marine de Sevran, proposant une proportionnelle accentuant encore davantage que le statu quo la prime aux petits syndicats.

Communication de ces trois propositions fut faite aux syndicats le 10 juin. Le vote fut arrêté le 10 juillet. En voici les résultats :

Sur 628 syndicats possédant un total de 864.017 adhérents, valables au congrès de février 1937, ont voté.

228 syndicats possédant 706.223 adhérents. N'ont pas participé au vote : 400 syndicats possédant 177.778 adhérents.

Ont voté pour la proposition de la Commission Exécutive de l'Union :

163 syndicats avec 630.723 adhérents.

Pour la proposition des agents des P.T.T. (maintien du statu quo) :

53 syndicats avec 65.090 adhérents.

Pour la proposition de la Marine de Sevran :

12 syndicats avec 4.072 adhérents.

Sont abstenus :

2 syndicats avec 6.354 adhérents.

En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue, savoir 630.723 voix sur 864.017 inscrits et 706.239 votants, la proposition de la Commission Exécutive de l'Union est adoptée. Désormais, au congrès de l'Union des syn-

dicats ouvriers de la région parisienne, chaque syndicat votera suivant une proportionnelle accordant :

Une voix jusqu'à 250 adhérents.

Deux voix de 251 à 500 adhérents.

Et au-delà, une voix par 500 adhérents ou fraction de 500.

Henri RAYNAUD.

Secrétaire général de l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne.

Le but cherché est atteint. Les petits syndicats n'auront plus qu'à se taire. L'U. D., désormais, sera dirigée par quelques gros syndicats, dont les dirigeants — Costes, Doury, Arrachart — sont en même temps des « lumières » du P. C.

Les organisateurs du « référendum » ont fait tout le nécessaire pour cela.

Ca n'est pas une caricature de referendum. Car si nous acceptons, il suffirait de quelques grandes fédérations — Métaux, Cheminots, Bâche — « qui ne tiennent aucun compte de leurs minorités » pour faire la loi au mouvement syndical.

Et comme la plupart des dirigeants de ces fédérations — Croizat, Frachon, Sémard, Arrachart — sont des sous-ordres de M. Thorez, ce sera en somme lui qui dirigera le syndicalisme. Nous ne marchons pas. Seuls, nous ne pouvons pas beaucoup. Mais si tous les opposants veulent s'unir, nos possibilités sont illimitées.

Que les minoritaires prennent garde. Après les Alpes-Maritimes, le Var. Après le Var, la Seine. Après la Seine, la C.G.T.

Il faut cesser de se lamenter. Le moment est venu de se mettre en train.

En employant l'un ou l'autre de ces modes de votation, l'U. D. risquait de tomber sur un autre. Ses dirigeants ont donc choisi un troisième mode de vote, vote qui n'a rien de démocratique, vote qui ne ressemble en rien à un référendum, mais vote qui a une immense vertu : c'est de mettre ceux qui l'emploient à l'abri de toute surprise désagréable : « Faire voter les

responsables de syndicats pour tant d'adhérents à l'organisation. »

C'est ainsi que X... des Métaux, dépose 250.000 « ou » dans la sébile de Raynaud. C'est ainsi que Y... du bâtiment, et Z... des produits chimiques, en font autant.

Et tout cela, sans que X, Y ou Z aient jugé bon de consulter leurs mandants.

Et bien ! nous n'acceptons pas les résultats d'une telle caricature de referendum.

Car si nous acceptons, il suffirait de quelques grandes fédérations — Métaux, Cheminots, Bâche — « qui ne tiennent aucun compte de leurs minorités » pour faire la loi au mouvement syndical.

Et comme la plupart des dirigeants de ces fédérations — Croizat, Frachon, Sémard, Arrachart — sont des sous-ordres de M. Thorez, ce sera en somme lui qui dirigera le syndicalisme. Nous ne marchons pas. Seuls, nous ne pouvons pas beaucoup. Mais si tous les opposants veulent s'unir, nos possibilités sont illimitées.

Que les minoritaires prennent garde. Après les Alpes-Maritimes, le Var. Après le Var, la Seine. Après la Seine, la C.G.T.

Il faut cesser de se lamenter. Le moment est venu de se mettre en train.

En employant l'un ou l'autre de ces modes de votation, l'U. D. risquait de tomber sur un autre. Ses dirigeants ont donc choisi un troisième mode de vote, vote qui n'a rien de démocratique, vote qui ne ressemble en rien à un référendum, mais vote qui a une immense vertu : c'est de mettre ceux qui l'emploient à l'abri de toute surprise désagréable : « Faire voter les

Les luttes ouvrières

LA GREVE DES ABATOIRS

Les travailleurs des abattoirs, lassés par un de politique de collaboration et de réconciliation nationale, ont passé à l'action. Depuis mardi matin, la grève générale est virtuellement déclarée dans l'ensemble des abattoirs de la région parisienne, menaçant de s'étendre, si satisfaction n'est pas donnée à l'ensemble, des abattoirs de France.

Un arrêt appelle au calme et à la discipline, quelques mois de « pause » ont suffi à redonner une force à la bourgeoisie et à lui permettre de reprendre ce qu'elle avait été dans l'obligation de céder sous la pression des grèves de juillet.

Les travailleurs des abattoirs en ont fait la triste expérience, ayant subi les attaques énergiques d'un patronat de combat poussé et financé par la C.G.P.F. La riposte patronale se faisait sentir il y a quelques mois sur le dos du personnel de la maison Aum. En effet, le 27 juillet dernier, la direction de cette maison licenciait arbitrairement deux délégués syndicaux. Les ouvriers, confiants dans leur droit et dans le gouvernement Blum, engagèrent la procédure de conciliation en demandant la réintégration de leurs camarades.

La semaine dernière, afin d'activer l'arbitrage, ils déclinaient la grève et occupaient l'usine. L'occupation ne devait pas durer longtemps, puisque le lendemain ils étaient expulsés par la police de M. Marc Dormoy.

Entre temps, les boyaudiers de chez Lobry déposaient une demande d'augmentation. Une réponse de non-recevoir fit prendre la décision de pratiquer ce que l'on appelle en terme de métier « serrer la main », immédiatement la maison Lobry, ainsi que la Société de la Boucherie de la Boucherie en Gros (B.B.G.) réglaient 10 militants syndicalistes d'ouïe décisions de grève chez tous les boyaudiers, qui demanderont la solidarité de l'ensemble des travailleurs de l'abattoir.

En assemblée générale, la grève fut décidée et le bureau syndical continua l'expérience, pourtant peu encourageante, des démarches auprès des ministres et des Pouvoirs publics où, d'ailleurs, les patrons ne se présentent pas toujours. Il nous faut signaler l'attitude du socialiste S.F.I.O. Raoul Evrard, attaché au cabinet du Ministère de l'Intérieur, qui, après avoir déclaré qu'il n'intendait pas se laisser intimider par les prétentions ouvrières, ferait respecter l'ordre et la liberté du travail par sa police ; est-ce que les J. S. et les membres du P. S. restent révolutionnaires sont solidaires de ces paroles ? Nous demandons également au rédacteur de l'article paru dans l'« Huma », lundi, qui conclut en disant que : les ouvriers font confiance à leur gouvernement et ne veulent pas de la grève, où il a été chercher cette affirmation ?

Non, les ouvriers de l'abattoir n'auront plus confiance dans un gouvernement qui ne représente pas leurs intérêts, mais ceux de la bourgeoisie française. Le Front Populaire a prouvé sa faillite. Incapable d'apporter aucune amélioration ni même de maintenir les conquêtes ouvrières qu'il a sanctionnées sous la pression des grèves, il doit disparaître de la pensée des ouvriers.

Le Pain, la Paix, la Liberté ne se donnent pas, même par un gouvernement de Front Populaire, mais se conquièrent par la lutte quotidienne et par l'action directe.

Nous voulons croire que les travailleurs des abattoirs sauront s'en souvenir. A. Barbezette.

COMMENT LES STALINIENS ONT TORPILLE LA GREVE DES HALLES

Mardi 13 juillet, les travailleurs des Halles, Fruits et Primeurs votaient le principe d'une grève pour l'application réelle des 40 heures et l'abstention des 400 fr. par semaine.

Ce même soir, les staliniens et leurs valets de la direction du Syndicat général de l'Alimentation faisaient appeler d'urgence à leurs bureaux Mme Antoinette Gilles (femme de Beaugrand, Gérent et secrétaire fédérale) afin d'envisager comment « ils » allaient boycotter cette grève et de prendre toutes dispositions utiles.

Le mouvement a éclaté le mardi soir 20 juillet et a été total jusqu'à 2 h. 30 du matin. Il y avait sur place quatre secrétaires du syndicat. « A part ça, il n'étaient pas au courant. »

Le lendemain matin, à 10 heures, réunion salle Albert-Thomas. Les travailleurs décidèrent de continuer la grève, et l'un des secrétaires assura les grévistes de l'appui complet du syndicat. Le même soir, « Ce Soir », journal dont on connaît bien la tendance, publiait le communiqué suivant :

Le Syndicat général de l'Alimentation, à la suite du mouvement qui s'est déclenché la nuit dernière dans les Halles, tient à préciser que ce mouvement a été déclenché spontanément, sans consultation de la direction syndicale, qui desaprouve ce mouvement de grève, alors que la procédure était déjà engagée à la commission de conciliation.

On ne peut mieux poignarder une grève, et les travailleurs des Fruits et Primeurs s'en sont parfaitement rendu compte.

Beaucoup d'entre ceux qui, par la trahison des « chefs », sont restés sur le sable, ont refusé de donner leurs noms pour que ces traitres n'aient pas à intervenir pour les faire réintégrer.

On ne demande pas grâce à son bourreau. En attendant, ceux qui travaillent gagnent le salaire de 295 fr. 40 par semaine. Mais qu'importe à Mme Gilles-Beaugrand qui gagne 2.000 francs par mois comme secrétaire fédérale, et sans parler des appontements du mari — maire de Gentilly, conseiller général de la Seine — qui ne sont sûrement pas inférieurs !

LA GREVE DE « LA SOIE »

Après 100 jours de grève

« Les camarades en grève de la société « La Soie », remercient les camarades pour leur témoignage de solidarité, tant matérielle que morale dont ils ont fait preuve à leur égard. »

Il faut perséverer dans la solidarité, à cet effet, des listes de souscriptions sont à la disposition des camar